HAL
open science

L'économie en paix

Jacques Fontanel

To cite this version:

Jacques Fontanel. L'économie en paix. ARES, 1994, Economie de la défense, XIV (4), pp.9-14. hal-02943592

HAL Id: hal-02943592

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02943592v1

Submitted on 20 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie en paix

Jacques Fontanel

Après, Défense et Sécurité,
1993-Volume XIV/4
Economie de la défense
Grenoble

Résumé : Les économistes ont souvent considéré la paix comme une donnée. De ce fait l'analyse économique de la sécurité internationale n'est pas très développée, notamment en France. Les économistes français de la défense engagent aujourd'hui de nouvelles analyses portant sur la relation entre les dépenses militaires et la croissance économique, sur l'analyse économique du désarmement ou la course aux armement, sur le système de production d'armement, sur les incidences de l'armement mondial sur les pays du Tiers-monde et sur la notion de guerre économique.

Economists have often considered peace as a given. As a result, the economic analysis of international security is not very developed, especially in France. French defense economists are today undertaking new analyses on the relationship between military spending and economic growth, on the economic analysis of disarmament or the arms race, on the arms production system, on the impact of global armament on Third World countries and on the notion of economic warfare.

Mots clés : Paix, guerre, guerre économique, croissance économique, désarmement, industries d'armement.

Peace, war, economic war, economic growth, disarmament, arms industries.

Les économistes contemporains ont souvent considéré la paix comme une donnée. Les grands modèles économiques négligent les considérations de sécurité internationale, de guerre, de violence et, en n'intégrant pas les dépenses militaires comme variable instrumentale ou endogène, ils font l'hypothèse implicite de l'équivalence des effets directs et indirects du secteur militaire et de l'ensemble des dépenses publiques. Or, la structure des dépenses de l'Etat n'est pas sans influence sur le fonctionnement normal de l'économie, si l'on veut bien rappeler que les dépenses militaires sont improductives, qu'elles conduisent à des productions ou à des importations industrielles importantes, qu'elles fournissent des revenus à effets cliquets importants (statut fonction publique) ou qu'elles représentent des sommes souvent élevées, comprises entre 2 et 15% du PNB. Cependant, le budget militaire ne définit que très rarement l'ensemble des dépenses engagées pour la défense nationale, car il faut inclure tous les coûts directs ou indirects des actions destinées à renforcer ou à protéger un pays contre l'influence étrangère, comme la défense civile ou l'utilisation des armes économiques. Les économistes ont eu tendance à aborder l'analyse de la défense à partir du seul dilemme du «beurre ou du canon». Cependant, cette thèse a été parfois contestée par ceux qui estiment que l'armement, facteur essentiel de la souveraineté et de l'unité nationales, constitue une activité économique d'un intérêt certain pour le développement économique.

Deux colloques ont été organisés en France sur ces thèmes en 1993, l'un à l'**Espace Europe de Grenoble** dans le cadre de l'*opération Prométee dirigée par Ivan Samson*, l'autre à l'**Ecole Normale Supérieure de Paris** sous l'égide de l'*Association des Economistes Contre la Course aux Armements* (ECCAR). Nous allons présenter ainsi **sept communications** issues de ces journées de réflexion.

Michael Ward, Professeur à Boulder (Colorado), affirme que la science économique n'a pas encore démontré la pertinence du dilemme entre le «beurre ou le canon», car dans certains pays les dépenses d'armement et les dépenses civiles agissent en synergie pour créer et entretenir la croissance. La relation positive entre dépenses militaires et croissance économique que suggère Benoit a fait l'objet de nombreuses critiques et études complémentaires infirmant ou confirmant cette hypothèse. Le niveau de développement national, l'existence d'un complexe militaro-industriel, l'essor d'un secteur de recherche scientifique et technique exercent des influences économiques structurelles certaines et supposent à terme des coûts d'opportunité (en termes d'occasion à investir dans le secteur civil) difficilement mesurables. Michael Ward se propose de tester l'influence des dépenses militaires sur la croissance, dans des contextes temporels et spatiaux différents. En général, les dépenses militaires ont un effet direct positif d'autant plus grand sur la croissance économique globale que l'on passe de pays à revenus élevés faiblement endettés aux pays à bas revenus fortement endettés. Ces résultats sont significatifs pour tous les pays en voie de développement ; les dépenses militaires ne constituent pas une bonne politique économique pour les pays pauvres et endettés, car les investissements dans le secteur civil produisent des effets d'entraînement plus élevés ; c'est pourquoi les institutions internationales encouragent les pays en voie de développement à réorienter leurs ressources vers des domaines non-militaires. Par contre, dans les économies développées, les effets d'entraînement des dépenses militaires semblent plus importants que ceux des dépenses publiques civiles; ce qui explique que les Etats tendent à développer leurs dépenses militaires lorsque leur base économique s'accroît. Cependant, si l'on tient compte des coûts d'opportunité à long terme, d'autres investissements, au plan strictement économique, s'avèrent autrement plus efficaces.

Pour **Jacques Aben**, Professeur à Montpellier, le désarmement est un processus concret qui touche la France depuis quelques années. Les programmes d'armement (notamment le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle) sont constamment retardés et les installations militaires disparaissent progressivement. Plusieurs hypothèses sur les incidences économiques d'une réduction des dépenses d'armement ont été déjà réalisées, mais elles ont rarement été rendues publiques. Jacques Aben souligne l'importance des

effets de susbstitution entre l'agrégat «santé, dépenses sociales, dépenses pour l'emploi» et les dépenses militaires. Il l'explique à la fois par la permanence de l'information sur la misère et l'insuffisante perception des menaces militaires, par l'importance du complexe «médicalo-industriel» qui a une efficacité au moins aussi grande que le complexe militaro-industriel et par la capacité des dépenses sociales à occuper immédiatement l'espace laissé par la réduction d'une composante des dépenses publiques. Avec l'utilisation de tableaux d'entrées-sorties (T.E.S.), Jacques Aben montre que le choix entre dépenses militaires et dépenses d'éducation produit des effets contrastés en matière de création d'emplois, selon la nature des réductions ou des augmentations. Par exemple, si les réductions des dépenses militaires se limitent à supprimer la conscription et que les augmentations des dépenses d'éducation se réalisent dans les biens d'équipement, il est probable que les effets du désarmement auront une incidence négative sur l'emploi national, à court terme.

Pierre Maillet, Président du Comité d'Honneur d'ECCAR (Economistes Contre la Course aux Armements), rappelle opportunément que le processus d'armement a plusieurs causes, de la volonté de domination ou de leadership stratégique à la recherche d'un équilibre avec les autres Etats (doctrine de la dissuasion) en passant par la recherche de protection d'un pays ami. Les économistes doivent alors définir les raisons des tensions entre nations et déterminer les moyens d'atténuer ces sources de conflits. Les relations diplomatico-politiques exercent une incidence sur les relations économiques internationales et nationales, mais aussi les facteurs économiques influencent les comportements des Etats en matière de coopération, de compétition ou de conflits. ECCAR, qui a pour ambition une participation au refus de la course aux armements, doit étudier, avec une grande rigueur scientifique et un large éclectisme méthodologique, à la fois les sources économiques des tensions entre les pays et le rôle de l'activité de l'armement sur l'économie nationale.

Pour **Jean-Paul Hébert**, la définition de l'industrie d'armement mérite une classification entre le noyau dur, le noyau élargi et la mouvance du système de production d'armement. Or, il existe un ralentissement des budgets militaires, qui touche de manière différente les composantes du complexe militaro-industriel français. Dans ces conditions, il est devenu impossible de continuer à soutenir les arsenaux et toutes les industries d'armement

faiblement compétitives. L'hypertrophie des exportations des années précédentes, l'alourdissement des dépenses de R&D, la dérive des prix, la fin des arsenaux, l'ambiguité du développement du CEA, les recherches financières de solution à des crises industrielles, la réduction des emplois du secteur d'armement sont autant de problèmes que le gouvernement français devra, directement ou indirectement, résoudre, notamment en développant une dimension européenne aux efforts de défense ou en maîtrisant les prix des programmes d'armement. L'Etat doit s'engager dans la voie d'une transformation radicale des conditions de production de l'armement, en promouvant un système qui ne peut être ni celui du marché (choix de la Grande-Bretagne), ni celui de la régulation administrée (choix de la Délégation Générale de l'Armement).

Pour le Professeur **Laure Després**, la conversion des industries d'armement en Russie s'est plutôt mal engagée ; elle n'a fait l'objet que d'un ensemble de priorités énoncées globalement, au moment même où le système de planification ne fonctionnait plus, et les entreprises sont abandonnées à elles-mêmes, sans soutien financier adéquat. En outre, elle était fondée sur l'idée selon laquelle la productivité des entreprises d'armement était supérieure à celle des unités productives civiles. Or, cette analyse avait sous-estimé l'importance des priorités accordées par le Plan au secteur militaire et le gaspillage qu'une telle politique engendrait. Le résultat est pour le moins décevant, les produits fabriqués par le complexe militaro-industriel russe s'avérant faiblement compétitifs sur le plan international, alors même que l'aide financière et organisationnelle substantielle des pays occidentaux tarde à venir. La conversion implique de grands investissements, dont le financement ne peut provenir, à l'heure actuelle, que des exportations d'armes. Or, celles-ci sont en baisse, pour quatre raisons au moins, à savoir le marasme du commerce international des armes, l'endettement des anciens clients, la destructuration progressive de l'industrie d'armement russe provoquée par la réduction de la demande interne et les ventes d'occasion qui, à défaut de réduire le nombre d'armes vendues, limitent l'importance des transactions financières. L'idée selon laquelle le marché doit opérer de lui-même la conversion a souvent été soutenue, mais cette approche, jamais vérifiée dans les pays occidentaux, a un coût social et économique difficile à mesurer à long terme. Sans doute faudra-t-il que les pays occidentaux comprennent que la réduction de la

production d'armement implique un coût et que la recherche de démocratisation de la Russie doit être encouragée, avant qu'il ne soit trop tard, par une aide économique adéquate.

Pour **Bernard Gerbier**, Professeur à l'Université de Grenoble, la question du désarmement du Tiers-Monde est très complexe, compte tenu de la diversité économique, politique, culturelle et religieuse, géographique, militaire de cet ensemble. Pour créer une véritable économie internationale «en paix», il est nécessaire (mais sans doute insuffisant) de retenir la proposition de Bertrand (1986) d'une création d'un système d'organisations mondiales de troisième génération, autour d'une Organisation des Nations Unies rénovée, assurant à la fois des responsabilités diplomatico-stratégiques et économico-financières. Il conviendrait en outre, à l'instar de ce que demande Robert Schwartz (1993), de développer un nouveau plan Marshall, fondé sur l'idée du don comme moyen de son propre enrichissement. Un plan de financement (avec emprunts internationaux) pourrait être développé, géré de manière bipartite par les institutions régionales de l'ONU réformée et du Tiers-Monde. L'ONU économique se verrait confier la tâche de la mise en oeuvre d'une conditionnalité modulant l'aide financière, commerciale et technologique en fonction de l'effort de désarmement et de coopération (économique, mais aussi technologique, culturelle ou éducative) de chaque pays.

Pour **Dominique Saby**, membre du Conseil d'Administration d'ECCAR, les objectifs de cette association s'intègrent dans une vision normative de l'économie. La guerre et le commerce sont souvent substituables, mais aussi la menace de guerre permet, grâce aux traités inégaux, de modifier les conditions des échanges internationaux. Avec l'apparition de l'arme nucléaire et l'essor de la stratégie de la destruction mutuelle, la compétition économique a pris de l'ampleur comme instrument efficace d'une stratégie oblique rendue nécessaire par l'impossible recours à la force entre les grandes puissances. Les rivalités étatiques subsistent, mais elles s'expriment dorénavant dans le registre des compétences et des compétitions économiques. L'échange devient, sous des formes variées et évolutives, un instrument de puissance économique. L'expérience japonaise est, à ce titre, exemplaire. L'activité économique se présente alors comme un substitut à l'activité guerrière, abandonnant ainsi sa finalité primitive, à savoir la satisfaction des besoins des hommes. A juste titre, Dominique Saby s'interroge sur le passage des politiques étatiques de

désinflation et même de déflation compétitives à celle éventuelle de récession compétitive, lors de conflits aux effets à somme négative. La guerre économique s'étend, développant le chômage mais interdisant, au moins conjoncturellement, l'utilisation des armes nucléaires. La question fondamentale, de nature pluridisciplinaire, est de savoir s'il est possible de recourir simultanément à la détente militaire et à la coopération économique mondiale. Les économistes doivent participer à cette réflexion.

Cet ensemble d'articles met en évidence l'intérêt et les limites du désarmement comme facteur de développement. Le paradis n'est pas sur terre. Faisons en sorte, en fonction de notre compétence d'économistes, que cette terre ne se transforme pas en enfer, celui de la guerre et de la misère.

Bibliographie

Aben, J., Fontanel, J. (1990), Economie de la défense, *Ares "Défense et sécurité* 1990/4, Grenoble

Aben, J. (1993), Propos autour du désarmement en France. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Bertrand, M. (1986), *Refaire l'ONU, un programme pour la paix,* Editions Zoé. Genève.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile,* Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Després, L. (1993), Les conséquences économiques du désarmement dans l'ex URSS : conversion des industries de défense et exportations d'armes. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R., (1985), L'effort économique de défense, *Arès Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J. (1993*), Economistes de la paix,* PUG Presses Universitaires de Grenoble.

Gerbier, B. (1993), Tiers Monde et désarmement. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Hébert, J-P. (1993), Les mutations du système français de production d'armement. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Maillet, P. (1993), Economistes et course aux armements. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Saby, D. (1993), Désarmement et guerre économique, *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.

Ward, M.D. Penubarti, M. (1993), Canons et croissance dans le monde. *Arès, Défense et Sécurité,* XIV/4. Grenoble.